

**FORMULAIRE D'ADHESION**  
**A compléter par les porteurs d'ORA**

Adressé à :

**EQUITIS GESTION**

92, avenue de Wagram

75017 Paris Agissant en qualité de Fiduciaire

A l'attention de Middle Office Fiducie

Le \_\_\_\_\_,

Mesdames, Messieurs,

Le 15 décembre 2022, il a été conclu une convention de fiducie (la « **Convention de Fiducie** ») avec Equitis Gestion agissant en qualité de fiduciaire.

Les termes et expressions commençant par une majuscule employés dans le présent Formulaire d'Adhésion ont le sens qui leur est attribué dans la Convention de Fiducie.

Le(la) soussigné(e) [**noms**    **prénoms**    /    **dénomination**    **sociale**]

\_\_\_\_\_,

Adhère expressément et irrévocablement à la Convention de Fiducie, accepte les termes et conditions de la Convention de Fiducie et accepte de devenir Partie à ladite Convention de Fiducie, en qualité de Constituant Bénéficiaire ;

En conséquence, accepte de bénéficier de tous les droits, et d'être lié(e) par toutes les obligations, attachés à ces qualités, tels que ces obligations et droits sont spécifiés dans la Convention de Fiducie ;

Transfère au Patrimoine Fiduciaire \_\_\_\_\_ ORA<sup>1</sup> d'une valeur par ORA de 880 euros correspondant au prix de souscription de chaque ORA ;

Déclare que les ORA qu'il transfère ce jour au Fiduciaire lui appartiennent en pleine propriété, qu'elles sont libres de tout droit, option ou autre sûreté ou privilège et ne font l'objet d'aucune procédure de saisie, séquestre ou autre mesure conservatoire ;

Déclare avoir effectué au préalable, toutes études et diligences quant aux implications de l'adhésion sur sa situation personnelle patrimoniale, comptable et fiscale, et reconnaît que la responsabilité de la société Cybergun ne pourra en aucune façon être engagée à cet égard ;

Joint :

- **Personnes morales :**

Merci de cocher les cases :

- Copie des statuts (ou document équivalent) « certifiée conforme » par le représentant dûment habilité du porteur d'ORA
- Extrait K-bis (ou document équivalent) de moins de 3 mois
- Dernier rapport annuel audité ou copie de la liasse fiscale
- Documents officiels listant les actionnaires avec leurs % de détention
- Documents officiels listant les dirigeants (ou équivalents)

\_\_\_\_\_

<sup>1</sup> Vise les ORA dont l'émission a été décidée le 25 novembre 2022 par Cybergun, d'une valeur nominale de 1.000€.

- Liste des personnes habilitées à donner instruction, à engager le porteur d'ORA et pouvoirs associés (ou habilitations)
- Passeport/Carte d'identité/Titre de séjour du ou des signataires du porteur d'ORA et du ou des Bénéficiaires Effectifs du porteur (incluant nom et prénoms, numéro d'identification, signature, photographie, date et lieu de naissance, la date d'expiration du document, adresse, date et lieu de délivrance du document, et les nom et qualité de l'autorité qui a délivré la pièce d'identité).
- Un formulaire d'auto-certification en Annexe A, incluant les informations nécessaires pour les besoins de FATCA, de la Norme Commune en matière de Déclaration et de diligence raisonnable (NCD – « CRS »), ainsi que la directive européenne en matière d'échange automatique d'informations en matière fiscale (DAC 2).
- une copie de son relevé d'identité bancaire (RIB) certifiée conforme par le porteur d'ORA.
- une copie de sa déclaration de bénéficiaires effectifs qu'il a soumise au greffe compétent.

- **Personnes physiques :**

Merci de cocher les cases :

- Passeport/Carte d'identité/Titre de séjour du porteur d'ORA (*incluant nom et prénoms, numéro d'identification, signature, photographie, date et lieu de naissance, la date d'expiration du document, adresse, date et lieu de délivrance du document, et les nom et qualité de l'autorité qui a délivré la pièce d'identité*).
- Justificatif de domicile du porteur d'ORA (par exemple : facture d'eau, d'électricité, de téléphone), datant de moins de 3 mois.
- Un formulaire d'auto-certification en Annexe B<sub>1</sub> incluant les informations nécessaires pour les besoins de FATCA, de la Norme Commune en matière de Déclaration et de diligence raisonnable (NCD – « CRS »), ainsi que la directive européenne en matière d'échange automatique d'informations en matière fiscale (DAC 2).
- une copie de son relevé d'identité bancaire (RIB) certifiée conforme par le porteur d'ORA.

et déclare que ces documents sont exacts et à jour.

Les notifications au titre de la Convention de Fiducie devront nous être adressées aux coordonnées suivantes :

le Porteur d'ORA (Constituant Bénéficiaire) \_\_\_\_\_  
 Téléphone : \_\_\_\_\_  
 Adresse mail : \_\_\_\_\_  
 Att.: \_\_\_\_\_  
 Adresse du domicile \_\_\_\_\_

Ce Formulaire d'Adhésion est opposable à :

- toutes les Parties à la Convention de Fiducie,
- toute autre personne qui, après la date de la Convention de Fiducie, pourrait assumer des droits et des obligations en vertu de la Convention de Fiducie et y serait autorisée dans les conditions de celle-ci.

Conformément à la définition qui lui en est donnée à l'Article 1 de la Convention de Fiducie, le présent Formulaire d'Adhésion constitue un avenant à la Convention de Fiducie conclue le 15 décembre 2022.

Le présent Formulaire d'Adhésion sera régi par et interprété selon le droit français.

Tout différend relatif à ce Formulaire d'Adhésion, y compris tout litige concernant l'existence, la validité ou la résiliation du Formulaire d'Adhésion, sera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Nanterre.

\_\_\_\_\_

Représenté(e) par \_\_\_\_\_

**Annexe A – Formulaire CRS FATCA Personne Morale (versions française et anglaise)**

## Formulaire d'auto-certification CRS / FATCA

(personne morale)

Nom de la Fiducie : **Fiducie Cybergun 3** (la « **Fiducie** »)

Nom du Fiduciaire de la Fiducie : **Equitis Gestion** (le « **Fiduciaire** »)

Nom / raison sociale du Constituant et / ou Bénéficiaire de la Fiducie :

\_\_\_\_\_ (le« **Constituant et / ou Bénéficiaire** »)

### Instructions pour compléter ce document

L'échange automatique de renseignements bancaires et financiers<sup>2</sup> impose aux institutions financières, dont le Fiduciaire, une transmission systématique de données relatives à leurs clients. Ces données, qui concernent notamment, les soldes de comptes, les revenus financiers et la résidence fiscale des clients, sont réunies par les institutions financières pourraient être transmises à leur administration fiscale de tutelle (en l'espèce, l'administration française), laquelle les retransmet le cas échéant à son tour à l'administration fiscale de chaque Etat dans lequel la personne morale est résidente à des fins fiscales.

Nous vous remercions donc de bien vouloir compléter l'auto-certification de résidence fiscale ci-dessous et de fournir toutes les informations complémentaires demandées.

Cette auto-certification de résidence fiscale doit être remplie par le Constituant et / ou Bénéficiaire de la Fiducie en tant que Titulaire personne morale du Compte Financier.

<b>Section 1</b> - Identification du Constituant et / ou Bénéficiaire (titulaire du compte financier)	Champs obligatoires
<b>Section 2</b> - Pays de résidence fiscale du Constituant et / ou Bénéficiaire (titulaire du compte financier)	Champs obligatoires
<b>Section 3</b> - Statut du déclarant	Champs obligatoires sauf si l'entité est résidente fiscale américaine
<b>Section 4</b> – Identification des Personnes détenant le contrôle (ou bénéficiaires effectifs au sens des dispositions locales en matière de lutte anti- blanchiment)	Champs ne devant être remplis que si le Constituant et / ou Bénéficiaire est I. une ENF Passive dans le cadre de FATCA ou d'un pays signataire de la DAC et du CRS ; ou II. une entité d'investissement gérée professionnellement située dans un pays NON signataire du CRS La liste des pays est disponible à l'adresse suivante : <a href="http://www.oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/crs-by-jurisdiction">www.oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/crs-by-jurisdiction</a>
<b>Section 5</b> – Déclaration et Signature	Champs obligatoires

<sup>2</sup> Ces obligations résultent de (i) la loi n° 2014-1098 du 29 septembre 2014 ratifiant l'Accord Intergouvernemental entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (« **FATCA** »), (ii) la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (« **DAC** »), et (iii) l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatif aux comptes financiers signé par la France le 29 octobre 2014 (« Common Reporting Standard » ou « **CRS** »).

Nous vous remercions de bien vouloir noter que vous ne devez pas utiliser ce formulaire si le Constituant et / ou Bénéficiaire est une **personne physique**. Dans ce cas, veuillez utiliser et compléter le formulaire d'auto-certification pour les personnes physiques.

**Section 1 - Identification de l'Investisseur (titulaire du compte financier)**

<b>A. Dénomination ou raison sociale</b>	
<b>B. Pays de constitution du Constituant et / ou Bénéficiaire</b>	
<b>C. Adresse</b>	
<i>Numéro et nom de la rue</i>	
<i>Code postal et ville</i>	
<i>Pays</i>	
<b>D. Adresse postale</b> (si différente de l'adresse indiquée ci-dessus)	
<i>Numéro et nom de la rue</i>	
<i>Code postal et ville</i>	
<i>Pays</i>	

**Section 2 - Pays de résidence fiscale du Constituant et / ou Bénéficiaire (titulaire du compte financier)**

Veuillez indiquer ci-dessous, le ou les pays de résidence fiscale du Constituant et / ou Bénéficiaire, en toutes lettres ainsi que le(s) Numéro(s) d'Identification Fiscale (NIF) et le « Legal Entity Identifier » (LEI).

Pays de résidence fiscale (y compris US)	Numéro d'Identification Fiscale (NIF) <i>Pour les résidents fiscaux en France, il s'agit du n° SIREN</i>	En l'absence de NIF, veuillez indiquer le motif <i>(e.g. le pays n'émet pas de NIF ou la raison pour laquelle l'entité n'en dispose</i>	Identifiant LEI (« Legal Entity Identifier ») si applicable
1.			
2.			
3.			

Si le Constituant et / ou Bénéficiaire est immatriculé, **constitué ou résident US**, veuillez également **fournir un formulaire W9**.

Si le Constituant et / ou Bénéficiaire n'a pas de résidence fiscale (e.g. entité fiscalement transparente), veuillez indiquer le pays de situation de l'établissement principal ou le siège de direction effective du Constituant et / ou Bénéficiaire, à des fins fiscales.

### Section 3 - Statut du Constituant et / ou Bénéficiaire déclarant

Veillez compléter cette section avec le statut FATCA, DAC et CRS de l'Entité (sauf si vous avez indiqué en section 2 que l'entité est résidente fiscale américaine). Les définitions des statuts sont indiquées en Annexe.

#### STATUT DAC ET CRS

<b>Institution Financière (IF)</b>		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, veuillez cocher la catégorie correspondante :		Institution Financière – Entité d'investissement gérée professionnellement située dans un pays non signataire de la DAC et du CRS
		Institution financière - autre
<b>Entité Non-Financière (ENF)</b> <i>A compléter uniquement si vous avez coché NON à la question précédente</i>		
Veillez cocher la catégorie correspondante		ENF Active - société cotée en bourse ou filiale d'une société cotée en bourse
		ENF Active – entité gouvernementale ou publique
		ENF Active - organisation internationale
		ENF Active – autre que celles listées ci-avant
		ENF Passive (autre qu'une entité d'investissement gérée professionnellement située dans un pays non signataire de la DAC et du CRS)

## STATUT FATCA

Institution Financière (IF)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, veuillez cocher la catégorie correspondante :	<p>Participating FFI (pays non-signataire d'un IGA) <b>ou</b> Reporting Model 1 FFI (pays signataire d'un IGA Modèle 1) <b>ou</b> Reporting Model 2 FFI (pays signataire d'un IGA Modèle 2)            Veuillez indiquer le Global Intermediary Identification Number (« GIIN ») : _____</p> <p>En cas de parrainage de l'entité (« Sponsored »), veuillez :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Indiquer ci-dessus le GIIN de la sponsoring si l'entité est elle-même dépourvue de GIIN _____</li> <li>- Préciser le nom de l'entité sponsoring : _____</li> <li>- Cocher votre statut :               <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Sponsored Investment Entity</li> <li><input type="checkbox"/> Sponsored Closely Held Investment Vehicle</li> </ul> </li> </ul>
	FFI qui s'est enregistrée mais qui pas encore obtenu de code GIIN (dans ce cas, veuillez le fournir dans les 90 jours)
	Exempt Beneficial Owner (e.g. Government entity, International Organization, Central Bank)
	Deemed compliant FFI qui ne doivent pas s'enregistrer
	Non-Participating FFI (NPFFI)
	Owner-documented FFI (dans ce cas veuillez fournir un formulaire W8 BEN E et un « owner documented statement »)
	Autre, veuillez préciser :



<p><b>Entité Non-Financière (ENF)</b>  <i>A compléter uniquement si vous avez coché NON à la question précédente</i></p>	
	<p>ENF Active - société cotée en bourse ou filiale d'une société cotée en bourse</p>
	<p>ENF Active – autre que celle listée ci-avant</p>
	<p>ENF Passive</p>
	<p>Autre, veuillez préciser :</p>

Si vous êtes une (i) une **ENF Passive** dans le cadre de FATCA ou d'un pays signataire de la DAC ou du CRS ; ou (ii) une **entité d'investissement gérée professionnellement située dans un pays NON signataire de la DAC et du CRS**, vous êtes tenus de compléter la section 4.

**Section 4 – Identification des Personnes détenant le contrôle (ou bénéficiaires effectifs au sens des dispositions locales en matière de lutte anti-blanchiment)**

Nous vous remercions de bien vouloir noter ce qui suit :

- Vous devez compléter cette section UNIQUEMENT si vous avez déclaré un statut de
  - ENF Passive dans le cadre de FATCA ou d'un pays signataire de la DAC ou du CRS ; ou
  - entité d'investissement gérée professionnellement située dans un pays NON signataire de la DAC et du CRS.
- Compléter les informations ci-dessous, si votre entité a une ou plusieurs personnes détenant le contrôle (ou bénéficiaires effectifs au sens des dispositions locales en matière de lutte anti-blanchiment). S'il y a plus de trois personnes détenant le contrôle, veuillez utiliser une feuille de papier séparée.

Nom	Prénom(s)	Adresse (rue, numéro, code postal et ville)	Date de naissance (jj/mm/aaaa)	Lieu de naissance	Pays de résidence fiscale (y compris US)	Numéro d'Identification Fiscale (NIF) ou en l'absence de NIF, veuillez indiquer le motif (e.g. le pays n'émet pas de NIF) <i>Pour les résidents fiscaux en France, il s'agit du n° SPI (disponible sur les avis d'imposition)</i>
					1.	
					2.	
					3.	
					1.	
					2.	
					3.	
					1.	
					2.	
					3.	

## **Section 5 – Déclaration et Signature**

Nous reconnaissons que les informations concernant notre (nos) compte(s) financier(s) et celles contenues dans ce formulaire peuvent être transmises ou échangées avec les autorités fiscales compétentes.

Nous déclarons que toutes les affirmations faites dans ce formulaire sont exactes et complètes.

Nous prenons l'engagement de vous informer dans les 30 jours de tout changement de circonstances et de vous fournir une nouvelle auto-certification mise à jour si un ou plusieurs des élément(s) de la présente auto-certification deviendrait(en)t incorrect(s).

Nous attestons que nous sommes titulaires du ou des compte(s) financier(s) ou sommes autorisés signer pour le titulaire du compte financier pour lesquels ce formulaire est complété.

Signature de la ou les personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte financier de l'entité :

Personne habilitée n°1 :

Nom et prénom(s)	
Date	
Qualité	
Signature	

Personne habilitée n°2 :

Nom et prénom(s)	
Date	
Qualité	
Signature	

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à respecter les obligations relatives à l'échange automatique d'informations. Les destinataires des données sont les autorités fiscales compétentes. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, un droit d'effacement, un droit d'opposition, un droit à la limitation de traitement et un droit à la portabilité attaché aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à l'institution financière. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. En revanche, l'institution financière est tenue d'accomplir les obligations fiscales déclaratives mentionnées ci-dessus à l'égard de son administration fiscale.

## Annexe – Définitions

Les définitions<sup>3</sup> indiquées ci-dessous sont issues de FATCA et de la DAC (s'agissant de CRS, veuillez-vous référer à l'accord du 29 octobre 2014).

### **1/ S'agissant de FATCA**

**Entité** : Le terme « Entité » désigne une personne morale ou une construction juridique, tel qu'un trust.

**Compte financier** : L'expression « Compte financier » désigne un compte auprès d'une Institution financière et comprend :

1. Dans le cas d'une entité qui constitue une Institution financière du seul fait qu'elle est une Entité d'investissement, tout titre de participation ou de créance (autre que les titres qui font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé) déposé auprès de l'Institution financière ;
2. Dans le cas d'une Institution financière non visée au point 1 ci-avant, tout titre de participation ou de créance (autre que les titres qui font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé) déposé auprès de l'Institution financière si (i) la valeur du titre de participation ou de créance est calculée, directement ou indirectement, principalement par rapport à des actifs qui donnent lieu à des Paiements de source américaine susceptibles de faire l'objet d'une retenue à la source et si (ii) la catégorie des titres en question a été créée afin de se soustraire aux déclarations prévues par le présent Accord ; et
3. Tout Contrat d'assurance à forte valeur de rachat et tout Contrat de rente établi ou géré par une Institution financière autre qu'une rente viagère dont l'exécution est immédiate, qui est incessible et non liée à un placement, qui est versée à une personne physique et qui correspond à une pension de retraite ou d'invalidité perçue dans le cadre d'un compte, d'un produit ou d'un dispositif exclu de la définition du Compte financier à l'Annexe II.

Nonobstant ce qui précède, l'expression « Compte financier » ne comprend aucun compte, produit ou dispositif qui est exclu de la définition du Compte financier à l'Annexe II. Aux fins du présent Accord, des titres font l'objet de transactions régulières s'il y a, de façon continue, un volume significatif de transactions concernant ces titres ; et un marché boursier réglementé désigne un marché officiellement reconnu et contrôlé par une autorité gouvernementale de l'Etat dans lequel il est situé et sur lequel est négociée annuellement une valeur significative de titres. Aux fins de l'alinéa s du paragraphe 1 du présent article, une participation dans une Institution financière ne fait pas l'objet de transactions régulières, et doit être considérée comme un Compte financier, si le titulaire de cette participation (autre qu'une Institution financière agissant en tant qu'intermédiaire) est inscrit dans le registre des actionnaires de cette institution financière. La phrase précédente ne s'applique pas aux participations préalablement inscrites sur le registre des actionnaires de l'Institution financière avant le 1er juillet 2014, et eu égard aux participations préalablement inscrites sur ce même registre à partir du 1er juillet 2014, une Institution financière n'est pas tenue d'appliquer la phrase précédente avant le 1er janvier 2016.

**Titulaire du compte** : L'expression « Titulaire du compte » désigne la personne enregistrée ou identifiée comme Titulaire d'un Compte financier par l'Institution financière qui tient le compte. Une personne, autre qu'une Institution financière, détenant un Compte financier pour le compte ou le bénéfice d'une autre personne en tant que mandataire, dépositaire, prête-nom, signataire, conseiller en placement ou intermédiaire, n'est pas considérée comme détenant le compte aux fins du présent Accord, et cette autre personne est considérée comme détenant le compte. Aux fins de la phrase précédente, l'expression « Institution financière » ne comprend pas une Institution financière créée ou constituée dans un Territoire américain. Dans le cas d'un Contrat d'assurance à forte valeur de rachat ou d'un Contrat de rente, le Titulaire du compte est toute personne autorisée à tirer parti de la Valeur de rachat ou à changer le nom du bénéficiaire du contrat. Si nul ne peut tirer parti de la Valeur de rachat ou changer le nom du bénéficiaire, les Titulaires du Compte sont les personnes désignées comme bénéficiaires dans le contrat et celles qui jouissent d'un droit absolu à des paiements en vertu du contrat. A l'échéance d'un Contrat d'assurance à forte valeur de rachat ou d'un Contrat de rente, chaque

---

<sup>3</sup> Veuillez noter que nous avons inclus les principales définitions dans ce glossaire attaché à l'auto-certification par souci de clarté uniquement. Il vous appartient de vérifier que les définitions n'ont pas été modifiées. L'ensemble de la réglementation applicable est disponible à l'adresse suivante: <https://www.legifrance.gouv.fr/>

personne qui est en droit de percevoir une somme d'argent en vertu du contrat est considérée comme un Titulaire du compte.

**Institution Financière** : L'expression « Institution financière » désigne un Etablissement gérant des dépôts de titres, un Etablissement de dépôt, une Entité d'investissement ou un Organisme d'assurance particulier.

**Entité d'investissement** : L'expression « Entité d'investissement » désigne toute entité qui exerce comme activité (ou est administrée par une entité qui exerce comme activité) une ou plusieurs des prestations ou opérations suivantes au nom ou pour le compte d'un client :

1. Transactions sur les instruments du marché monétaire (chèques, billets, certificats de dépôt, instruments dérivés, etc.), le marché des changes, les instruments sur devises, les produits de taux d'intérêt, les indices, les valeurs mobilières ou les marchés à terme de marchandises ;
2. Gestion individuelle ou collective de portefeuille ; ou
3. Autres opérations d'investissement, d'administration ou de gestion de fonds ou d'argent pour le compte de tiers.

Le présent alinéa j est interprété conformément à la définition de l'expression « Institution financière » qui figure dans les Recommandations du Groupe d'action financière (GAFI).

**Entité Non Financière (ENF)** : Le terme « ENF » désigne toute Entité non américaine qui n'est pas une IFE au sens donné à cette expression dans la réglementation pertinente du Trésor des Etats-Unis ou est une entité décrite à l'alinéa j du point 4 du paragraphe B de l'Accord, ainsi que toute Entité non américaine qui est établie sur le territoire français ou d'une autre Juridiction partenaire et qui n'est pas une Institution financière.

**ENF passive** : L'expression « ENF passive » désigne toute ENF qui n'est pas (i) une ENF active ou (ii) une société de personnes étrangère susceptible de faire l'objet d'une retenue à la source ou un trust étranger susceptible de faire l'objet d'une retenue à la source conformément à la réglementation pertinente du Trésor des Etats-Unis.

**ENF active** : L'expression « ENF active » désigne toute ENF qui satisfait à l'un des critères suivants :

- a) Moins de 50 % des revenus bruts de l'ENF au titre de l'année civile précédente ou d'une autre période de référence comptable pertinente sont des revenus passifs et moins de 50 % des actifs détenus par l'ENF au cours de l'année civile précédente ou d'une autre période de référence comptable pertinente sont des actifs qui produisent ou qui sont détenus pour obtenir des revenus passifs ;
- b) Les actions de l'ENF font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé ou l'ENF est une Entité liée à une Entité dont les actions font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé ;
  - c) L'ENF est constituée sur un Territoire américain et tous les propriétaires du bénéficiaire sont des résidents de ce Territoire américain ;
  - d) L'ENF est un gouvernement (autre que le gouvernement des Etats-Unis), une subdivision politique d'un tel gouvernement (terme qui, pour éviter toute ambiguïté, comprend un Etat, une province, un comté ou une municipalité), ou un organisme public exerçant une fonction d'un gouvernement ou d'une subdivision politique, le gouvernement d'un Territoire américain, une organisation internationale, une banque centrale non américaine ou une Entité détenue à 100 % par une ou plusieurs des structures précitées ;
  - e) Les activités de l'ENF consistent pour l'essentiel à détenir (en tout ou en partie) les actions émises par une ou plusieurs filiales dont les activités ne sont pas celles d'une Institution financière ou à proposer des financements ou des services à ces filiales. Une ENF ne peut prétendre à ce statut si elle opère (ou se présente) comme un fonds de placement, tel qu'un fonds de capital-investissement, un fonds de capital-risque, un fonds de rachat d'entreprise par endettement ou tout autre organisme de placement dont l'objet est d'acquérir ou de financer des sociétés puis d'y détenir des participations à des fins de placement ;
  - f) L'ENF n'exerce pas encore d'activité et n'en a jamais exercé précédemment mais investit des capitaux dans des actifs en vue d'exercer une activité autre que celle d'une Institution financière, étant entendu que cette exception ne saurait s'appliquer à l'ENF après l'expiration d'un délai de 24 mois après la date de sa constitution initiale ;

- g) L'ENF n'était pas une Institution financière durant les cinq années précédentes et procède à la liquidation de ses actifs ou est en cours de restructuration afin de poursuivre ou de reprendre des transactions ou des activités qui ne sont pas celles d'une Institution financière ;
- h) L'ENF se livre principalement au financement d'Entités liées qui ne sont pas des institutions financières et à des transactions de couverture avec ou pour le compte de celles-ci et ne fournit pas de services de financement ou de couverture à des Entités qui ne sont pas des Entités liées, à condition que le groupe auquel appartiennent ces Entités liées se consacre principalement à une activité qui n'est pas celle d'une Institution financière ;
- i) L'ENF est une « ENF exclue » telle que décrite dans la réglementation du Trésor des Etats- Unis correspondante ; ou
- j) L'ENF remplit toutes les conditions suivantes :
  - a. elle est établie et exploitée dans sa juridiction de résidence exclusivement à des fins religieuses, caritatives, scientifiques, artistiques, culturelles, sportives ou éducatives ; ou est établie et exploitée dans sa juridiction de résidence et elle est une fédération professionnelle, une organisation patronale, une chambre de commerce, une organisation syndicale, agricole ou horticole, civique ou un organisme dont l'objet exclusif est de promouvoir le bien-être social ;
  - b. elle est exonérée d'impôt sur les sociétés dans sa juridiction de résidence ;
  - c. elle n'a aucun actionnaire ni aucun membre disposant d'un droit de propriété ou de jouissance sur ses recettes ou ses actifs ;
  - d. le droit applicable dans la juridiction de résidence de l'ENF ou les documents constitutifs de celle-ci excluent que les recettes ou les actifs de l'ENF soient distribués à des personnes physiques ou des organismes à but lucratif ou utilisés à leur bénéfice, à moins que cette utilisation ne soit en relation avec les activités caritatives de l'ENF ou à titre de rémunération raisonnable, au prix du marché, pour les biens et services rendus, acquis ou souscrits par l'Entité; et
  - e. le droit applicable dans la juridiction de résidence de l'ENF ou les documents constitutifs de celle-ci imposent que, lors de la liquidation ou de la dissolution de l'Entité, tous ses actifs soient distribués à une entité publique ou à une autre organisation à but non lucratif ou soient dévolus au gouvernement de l'Etat de résidence de l'ENF ou à l'une de ses subdivisions politiques.

**Personnes détenant le contrôle** : L'expression « Personnes détenant le contrôle » désigne les personnes physiques qui exercent un contrôle sur une Entité. Dans le cas d'un trust, cette expression désigne le constituant, les administrateurs, la personne chargée de surveiller l'administrateur le cas échéant, les bénéficiaires ou la catégorie de bénéficiaires et toute autre personne physique exerçant en dernier lieu un contrôle effectif sur le trust et, dans le cas d'une construction juridique qui n'est pas un trust, l'expression désigne les personnes dont la situation est équivalente ou analogue. L'expression « Personnes détenant le contrôle » est interprétée conformément aux Recommandations du GAFI.

## **2/ S'agissant de la DAC**

**Entité** : Le terme « Entité » désigne une personne morale ou une construction juridique, telle qu'une société de capitaux, une société de personnes, un trust ou une fondation.

**Compte financier** : L'expression « Compte financier » désigne un compte ouvert auprès d'une Institution financière et comprend un Compte de dépôt, un Compte conservateur et:

- a) dans le cas d'une Entité d'investissement, tout titre de participation ou de créance déposé auprès de l'Institution financière. Nonobstant ce qui précède, l'expression « Compte financier » ne renvoie pas à un titre de participation ou de créance déposé auprès d'une entité qui est une Entité d'investissement du seul fait qu'elle: i) donne des conseils en investissement à un client et agit pour le compte de ce dernier; ou ii) gère des portefeuilles pour un client et agit pour le compte de ce dernier, aux fins d'investir, de gérer ou d'administrer des Actifs financiers déposés au nom du client auprès d'une Institution financière autre que cette Entité;
- b) dans le cas d'une Institution financière non visée au point a) ci-avant, tout titre de participation ou de créance dans cette Institution financière, si la catégorie des titres en question a été créée afin de se soustraire aux déclarations prévues à la section I de la DAC; et
- c) tout Contrat d'assurance avec valeur de rachat et tout Contrat de rente établi ou géré par une Institution financière autre qu'une rente viagère dont l'exécution est immédiate, qui est incessible et non liée à un placement, qui est versée à une personne physique et qui correspond à une pension de retraite ou d'invalidité perçue dans le cadre d'un compte qui est un Compte exclu. L'expression « Compte financier » ne comprend aucun compte qui est un Compte exclu.

**Titulaire du compte** : L'expression « Titulaire du compte » désigne la personne enregistrée ou identifiée comme titulaire d'un Compte financier par l'Institution financière qui gère le compte. Une personne, autre qu'une Institution financière, détenant un Compte financier pour le compte ou le bénéfice d'une autre personne en tant que mandataire, dépositaire, prête-nom, signataire, conseiller en placement ou intermédiaire, n'est pas considérée comme détenant le compte aux fins de la présente directive, et cette autre personne est considérée comme détenant le compte. Dans le cas d'un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un Contrat de rente, le Titulaire du compte est toute personne autorisée à tirer parti de la Valeur de rachat ou à changer le nom du bénéficiaire du contrat. Si nul ne peut tirer parti de la Valeur de rachat ou changer le nom du bénéficiaire, le Titulaire du compte est la personne désignée comme bénéficiaire dans le contrat et celle qui jouit d'un droit absolu à des paiements en vertu du contrat.

À l'échéance d'un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou d'un Contrat de rente, chaque personne qui est en droit de percevoir une somme d'argent en vertu du contrat est considérée comme un Titulaire du compte.

**Institution Financière** : L'expression « Institution financière » désigne un Établissement gérant des dépôts de titres, un Établissement de dépôt, une Entité d'investissement ou un Organisme d'assurance particulier.

**Entité d'investissement** : L'expression « Entité d'investissement » désigne toute Entité:

- a) qui exerce comme activité principale une ou plusieurs des activités ou opérations suivantes au nom ou pour le compte d'un client:
  - i. transactions sur les instruments du marché monétaire (chèques, billets, certificats de dépôt, instruments dérivés, etc.), le marché des changes, les instruments sur devises, taux d'intérêt et indices, les valeurs mobilières ou les marchés à terme de marchandises;
  - ii. gestion individuelle ou collective de portefeuille; ou
  - iii. autres opérations d'investissement, d'administration ou de gestion d'Actifs financiers ou d'argent pour le compte de tiers; ou
- b) dont les revenus bruts proviennent principalement d'une activité d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'Actifs financiers, si l'Entité est gérée par une autre Entité qui est un Établissement de dépôt, un Établissement gérant des dépôts de titres, un Organisme d'assurance particulier ou une Entité d'investissement décrite au point a).

Une Entité est considérée comme exerçant comme activité principale une ou plusieurs des activités visées au point a), ou les revenus bruts d'une Entité proviennent principalement d'une activité d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'Actifs financiers aux fins du point b) de la

DAC, si les revenus bruts de l'Entité générés par les activités correspondantes sont égaux ou supérieurs à 50 % de ses revenus bruts durant la plus courte des deux périodes suivantes: i) la période de trois ans se terminant le 31 décembre de l'année précédant l'année au cours de laquelle le calcul est effectué; ou ii) la période d'existence de l'Entité si celle-ci est inférieure à trois ans. L'expression « Entité d'investissement » exclut une Entité qui est une ENF active, parce que cette entité répond aux critères visés aux points D 8 d) à D 8 g) de la DAC.

Ce paragraphe est interprété conformément à la définition de l'expression « institution financière » qui figure dans les recommandations du groupe d'action financière (GAFI).

**Personnes détenant le contrôle** : L'expression « Personnes détenant le contrôle » désigne les personnes physiques qui exercent un contrôle sur une Entité. Dans le cas d'un trust, cette expression désigne le ou les constituants, le ou les trustees, la ou les personnes chargées de surveiller le trustee le cas échéant, le ou les bénéficiaires ou la ou les catégories de bénéficiaires, et toute autre personne physique exerçant en dernier lieu un contrôle effectif sur le trust et, dans le cas d'une construction juridique qui n'est pas un trust, l'expression désigne les personnes dont la situation est équivalente ou analogue. L'expression « Personnes détenant le contrôle » doit être interprétée conformément aux recommandations du GAFI.

**Entité Non Financière (ENF)** : Le terme « ENF » désigne une Entité qui n'est pas une Institution financière.

**ENF Passive** : L'expression « ENF passive » désigne: i) une ENF qui n'est pas une ENF active; ou ii) une Entité d'investissement décrite au point A 6) b) de la DAC qui n'est pas une Institution financière d'une Jurisdiction partenaire.

**ENF Active** : L'expression « ENF active » désigne toute ENF qui satisfait à l'un des critères suivants:

- a) moins de 50 % des revenus bruts de l'ENF au titre de l'année civile précédente ou d'une autre période de référence comptable pertinente sont des revenus passifs et moins de 50 % des actifs détenus par l'ENF au cours de l'année civile précédente ou d'une autre période de référence comptable pertinente sont des actifs qui produisent ou qui sont détenus pour produire des revenus passifs;
- b) les actions de l'ENF font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé ou l'ENF est une Entité liée à une Entité dont les actions font l'objet de transactions régulières sur un marché boursier réglementé;
- c) l'ENF est une Entité publique, une Organisation internationale, une Banque centrale ou une Entité détenue à 100 % par une ou plusieurs des structures précitées;
- d) les activités de l'ENF consistent pour l'essentiel à détenir (en tout ou en partie) les actions émises par une ou plusieurs filiales dont les activités ne sont pas celles d'une Institution financière, ou à proposer des financements ou des services à ces filiales. Une Entité ne peut prétendre à ce statut si elle opère (ou se présente) comme un fonds de placement, tel qu'un fonds de capital-investissement, un fonds de capital-risque, un fonds de rachat d'entreprise par endettement ou tout autre organisme de placement dont l'objet est d'acquérir ou de financer des sociétés puis d'y détenir des participations à des fins de placement;
- e) l'ENF n'exerce pas encore d'activité et n'en a jamais exercé précédemment, mais investit des capitaux dans des actifs en vue d'exercer une activité autre que celle d'une Institution financière, étant entendu que cette exception ne saurait s'appliquer à l'ENF après expiration d'un délai de 24 mois après la date de sa constitution initiale;
- f) l'ENF n'était pas une Institution financière durant les cinq années précédentes et procède à la liquidation de ses actifs ou est en cours de restructuration afin de poursuivre ou de reprendre des transactions ou des activités qui ne sont pas celles d'une Institution financière;
- g) l'ENF se consacre principalement au financement d'entités liées qui ne sont pas des Institutions financières et à des transactions de couverture avec ou pour le compte de celles-ci et ne fournit pas de services de financement ou de couverture à des Entités qui ne sont pas des Entités liées, pour autant que le groupe auquel appartiennent ces Entités liées se consacre principalement à une activité qui n'est pas celle d'une Institution financière; ou
- h) l'ENF remplit toutes les conditions suivantes:
  - i. elle est établie et exploitée dans son État membre de résidence ou dans une autre juridiction de résidence exclusivement à des fins religieuses, caritatives, scientifiques, artistiques, culturelles, sportives ou éducatives; ou est établie et exploitée dans son État membre de résidence ou dans une autre juridiction de résidence et elle est une



- fédération professionnelle, une organisation patronale, une chambre de commerce, une organisation syndicale, agricole ou horticole, civique ou un organisme dont l'objet exclusif est de promouvoir le bien-être-social;
- ii. elle est exonérée d'impôt sur les sociétés dans son État membre de résidence ou dans une autre juridiction de résidence;
  - iii. elle n'a aucun actionnaire ni aucun membre disposant d'un droit de propriété ou de jouissance sur ses recettes ou ses actifs;
  - iv. le droit applicable dans l'État membre de résidence ou une autre juridiction de résidence de l'ENF ou les documents constitutifs de celle-ci excluent que les recettes ou les actifs de l'ENF soient distribués à des personnes physiques ou à des organismes à but lucratif ou utilisés à leur bénéfice, à moins que cette utilisation ne soit en relation avec les activités caritatives de l'ENF ou n'intervienne à titre de rémunération raisonnable pour services prestés ou à titre de paiement, à leur juste valeur marchande, pour les biens acquis par l'entité; et
  - v. le droit applicable dans l'État membre de résidence ou dans une autre juridiction de résidence de l'ENF ou les documents constitutifs de celle-ci imposent que, lors de la liquidation ou de la dissolution de l'ENF, tous ses actifs soient distribués à une Entité publique ou à une autre organisation à but non lucratif ou soient dévolus au gouvernement de l'État membre de résidence ou d'une autre juridiction de résidence de l'ENF ou à l'une de ses subdivisions politiques.

**Changement de circonstances** : L'expression « changement de circonstances » désigne tout changement ayant pour conséquence l'ajout d'informations relatives au statut d'une personne ou ne concordant pas avec le statut de cette personne. Un changement de circonstances renvoie en outre toute modification ou ajout d'informations concernant le compte du Titulaire du compte (y compris l'ajout d'un titulaire du compte ou le remplacement d'un Titulaire du compte ou tout autre changement concernant un titulaire du compte) ou toute modification ou ajout d'informations sur tout compte associé à ce compte, si cette modification ou cet ajout d'informations a pour effet de modifier le statut du Titulaire du compte.

## CRS / FATCA self-certification form

(Entity)

Name of the "Fiducie": **Fiducie Cybergun 3** (« **Fiducie** »)

Name of the "Fiducie" 's "fiduciaire": **Equitis Gestion** (« **Fiduciaire** »)

"Constituant" and "Bénéficiaire" 's name / legal name:

\_\_\_\_\_ (« **Constituant et / ou Bénéficiaire** »)

### Instructions for the completion of this form

The automatic exchange of banking and financial data<sup>4</sup> imposes upon financial institutions, including the "Fiduciaire", a systematic transmission of data related to their clients. This data, which notably concerns account balances, financial revenue and clients' permanent address for tax purposes, are collected by financial institutions and could be transmitted to their tax administration (in this case, the French administration), which may then re-transmit this data, if relevant, to each state's tax administration where the entity has an address for tax purposes.

We ask that you please fill in this tax-related auto-certification form, and provide all the complementary information requested hereunder.

This auto-certification form is to be filled in by the "Constituant" and/or by the "Bénéficiaire" of the "Fiducie" as the entity-account holder

<b>Section 1</b> - Identification of the "Constituant" and / or of the "Bénéficiaire" (entity-account holder)	Mandatory field
<b>Section 2</b> - Country/ jurisdiction of residence for tax purposes of the "Constituant" and / or "Bénéficiaire" (entity-account holder)	Mandatory field
<b>Section 3</b> – Declarant's name	Mandatory field unless the entity has a permanent address in the United States
<b>Section 4</b> – Identification of Controlling Persons (or of beneficial owners under the local anti-laundersing provisions)	Fields which are only to be filled if the "Constituant" and / or the "Bénéficiaire" has III. A Passive NFE (Passive Non-Financial Entity) by FATCA standards or in a country/jurisdiction enacting DAC and CRS; or IV. A professionally managed investment entity and located in a country/jurisdiction which does not enact the CRS.  The list of countries is available at the following address : <a href="http://www.oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/crs-by-jurisdiction">www.oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/crs-by-jurisdiction</a>
<b>Section 5</b> – Declaration and signature	Mandatory field

<sup>4</sup> Those obligations derive from (i) the Act n° 2014-1098 dated September 29, 2014, ratifying the intergovernmental agreement between France and the United-States of America in order to improve the respect of the tax obligations at the international level and to implement the law relating to the respect of the tax obligations for foreign accounts ("FATCA"), (ii) the council directive 2014/107/UE of December 9, 2014, modifying the directive 2011/16/UE relating to the AEI for tax purposes ("DAC"), and (iii) the multilateral agreement between competent authorities for the AEI relating to financial accounts signed by France in the 29th of October in 2014 ("Common Reporting Standard" or "CRS").

Please note that you should not use this form if the “Constituant” and / or the “Bénéficiaire” is a **physical person**. In that case, please fill in the applicable form for physical persons.

**Section 1 - Identification of the Investor (Account Holder)**

<b>A. Legal Entity Name</b>	
<b>B. “Constituant” and / or “Bénéficiaire” Country of Incorporation</b>	
<b>C. Address</b>	
<i>Number and street name</i>	
<i>Postal code and city</i>	
<i>Country</i>	
<b>D. Mailing address (if different than above)</b>	
<i>Number and street name</i>	
<i>Postal code and city</i>	
<i>Country</i>	

**Section 2 – “Constituant” and / or “Bénéficiaire”’s country/jurisdiction of residence for tax purposes (Account Holder)**

Please indicate hereunder, the “Constituant” and / or “Bénéficiaire”’s country of residence for tax purposes, in full as well as your Tax Identification Number(s) (TIN) and your “Legal Entity Identifier(s)”(LEI).

<b>Country/ jurisdiction of residence for tax purposes (including US)</b>	<b>Tax Identification Number (TIN) or equivalent</b>	<b>If the TIN is unavailable, please provide the reason <i>(e.g. the relevant country does not provide a TIN, the entity does not have one)</i></b>	<b>LEI (« Legal Entity Identifier ») if applicable</b>
<b>1.</b>			
<b>2.</b>			
<b>3.</b>			

If the “Constituant” and / or “Bénéficiaire” is incorporated in the **US or a resident of the US**, please also provide a **W9 form**.

If the “Constituant” / or “Bénéficiaire” does not have a permanent residence for tax purposes (e.g. transparent entity), please indicate the country where the main establishment is located or the effective headquarters of the “Constituant” / or “Bénéficiaire”, for tax purposes.

**Section 3 – Status of reporting entity as “Constituant” and / or “Bénéficiaire”**

Please fill in this section with the FATCA, DAC and CRS status of the l’Entity (unless you have entered in section 2 that the entity has a permanent address in the United States). The definitions of the statuses are in the Appendix.

**DAC AND CRS STATUS**

<b>Financial Institution (FI)</b>		<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
Please choose the correct category:	<input type="checkbox"/>	Financial Institution – professionally managed investment entity located in a country which implements DAC and CRS
	<input type="checkbox"/>	Financial Institution - other

<b>Non-Financial Institution (NFI)</b> <i>Please fill in <b>only</b> if you have answered NO above</i>		<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
Please choose the correct category:	<input type="checkbox"/>	Active NFE – publically-traded or subsidiary of a publically-traded company
	<input type="checkbox"/>	Active NFE – public or governmental entity
	<input type="checkbox"/>	Active NFE - international organisation
	<input type="checkbox"/>	Active NFE – other than above active non-financial entity classifications
	<input type="checkbox"/>	Passive NFE (other than a professionally managed investment entity located in a country which does not implement DAC and CRS)

## FATCA STATUS

<b>Financial Institution (FI)</b>		<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
If applicable, please check the relevant category	<input type="checkbox"/>	<p>Participating FFI <b>or</b> Reporting Model 1 FFI <b>or</b> Reporting Model 2 FFI Please enter the Global Intermediary Identification Number (« GIIN ») : _____</p> <p>If the entity is sponsored :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- please enter the sponsoring entity's GIIN if the entity itself does not have a GIIN</li> </ul> <p style="margin-left: 20px;">_____</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sponsoring entity's name :</li> </ul> <p style="margin-left: 20px;">_____</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Check your status :</li> <li><input type="checkbox"/> Sponsored Investment Entity</li> <li><input type="checkbox"/> Sponsored Closely Held Investment Vehicle</li> </ul>
	<input type="checkbox"/>	The FFI has been registered but there is no GIIN code (in this case, please provide it within 90 days)
	<input type="checkbox"/>	Exempt Beneficial Owner (e.g. Government entity, International Organization, Central Bank)
	<input type="checkbox"/>	Deemed compliant FFI which are not required to register
	<input type="checkbox"/>	Non-Participating FFI (NPFFI)
	<input type="checkbox"/>	Owner-documented FFI (in this case, please provide a W8 BEN E form and a « owner documented statement »)
	<input type="checkbox"/>	If other, please specify: _____

**Non-Financial Entity  
(NFE)**

*Please fill in **only** if you have answered NO above*

	Active NFE – publically-traded company or subsidiary of a publically traded company
	Active NFE – other than listed above
	Passive NFE
	If other, please specify: _____

If you are (i) a **Passive NFE** by FACTA, DAC or CRS standards; **or** (ii) a professionally managed investment entity **located in a country/jurisdiction which does not enact FATCA and DAC agreements**, you are required to fill in section 4.

**Section 4 - Identification of Controlling persons (or beneficial owners under the anti-laundering local provisions)**

Please note that:

You have to complete this section ONLY if you have reported the status of (i) a NFE for FATCA purposes or a country/jurisdiction which enacts **the DAC or the CRS**; or (ii) **an investment entity professionally managed and located in a country/jurisdiction which does not enact the CRS and the DAC**.

Complete the following information if your entity has one or several controlling persons (or beneficial owners under the anti-laundering local provisions). In case of more three controlling persons, please use a separate sheet.

Name	First Name(s)	Address (street, number, postal code and city )	Date of birth (DD/MM/YYYY)	Date of birth (DD/MM/YYYY)	Address for tax purposes (including US)	Taxpayer Identification Number (TIN) or in case of an unavailable TIN, please specify the reason (e.g. the country/jurisdiction does not issue TINs) For French tax residents, SPI number (indicated)
					1.	
					2.	
					3.	
					1.	
					2.	
					3.	
					1.	
					2.	
					3.	

## **Section 5 - Declaration and Signature**

We acknowledge that the information regarding our financial account(s) and the information contained in this form may be reported or exchanged with the relevant tax authorities.

We certify that all statements made in this declaration are, to the best of my knowledge, correct and complete.

We undertake to advise you within 30 days of any change in circumstances and to provide you an updated self-certification of such change in circumstances.

We certify that we are the Account Holders or are authorized to sign for the Account Holder of all the account(s) to which this form relates.

Signature of the person(s) who is/are authorized to sign for the entity's financial account:

### **Person n° 1**

Surname and First name(s)	
Date	
Capacity	
Signature	

### **Person n° 2**

Surname and First name(s)	
Date	
Capacity	
Signature	

The information which is indicated in this form, are subject to an IT processing in order to respect the AEI obligations. The recipients of the Data are the relevant tax authorities. Under the Act «*Informatique et Libertés*» dated January 6th, 1978, amended in 2004, you are entitled to access and to rectify your information, with a request to the financial institution. If you have legitimate reasons, you can also oppose this IT processing. However, the financial institution has to accomplish the tax return obligations as set out above.



## Appendix - Definitions

The definitions indicated below are relevant for FATCA and DAC (for CRS, please refer to October 29th, 2014 agreement).

### 1. Regarding FATCA

**Entity:** The term "Entity" means a legal person or a legal arrangement such as a trust.

**Financial account:** The term "Financial Account" means an account maintained by a Financial Institution, and includes:

1. In the case of an Entity that is a Financial Institution solely because it is an Investment Entity, any equity or debt interest (other than interests that are regularly traded on an established securities market) in the Financial Institution;
2. In the case of a Financial Institution not described in subparagraph 1, any equity or debt interest in the Financial Institution (other than interests that are regularly traded on an established securities market), if (i) the value of the debt or equity interest is determined, directly or indirectly, primarily by reference to assets that give rise to U.S. Source Withholdable Payments, and (ii) the class of interests was established with a purpose of avoiding reporting in accordance with this Agreement; and
3. Any Cash High Value Insurance Contract and any Annuity Contract issued or maintained by a Financial Institution, other than a noninvestment-linked, nontransferable immediate life annuity that is issued to an individual and monetizes a pension or disability benefit provided under an account, product, or arrangement identified as excluded from the definition of Financial Account in Appendix II.

Notwithstanding the foregoing, the term "Financial Account" does not include any account, product, or arrangement identified as excluded from the definition of Financial Account in Appendix II. For purposes of this Agreement, interests are "regularly traded" if there is a meaningful volume of trading with respect to the interests on an ongoing basis, and an "established securities market" means an exchange that is officially recognized and supervised by a governmental authority in which the market is located and that has a meaningful annual value of shares traded on the exchange. For purposes of this subparagraph 1(s), an interest in a Financial Institution is not "regularly traded" and shall be treated as a Financial Account if the holder of the interest (other than a Financial Institution acting as an intermediary) is registered on the books of such Financial Institution. The preceding sentence will not apply to interests first registered on the books of such Financial Institution prior to July 1, 2014, and with respect to interests first registered on the books of such Financial Institution on or after July 1, 2014, a Financial Institution is not required to apply the preceding sentence prior to January 1, 2016.

**Account Holder:** The term "Account Holder" means the person listed or identified as the holder of a Financial Account by the Financial Institution that maintains the account. A person, other than a Financial Institution, holding a Financial Account for the benefit or account of another person as agent, custodian, nominee, signatory, investment advisor, or intermediary, is not treated as holding the account for purposes of this Agreement, and such other person is treated as holding the account. For purposes of the immediately preceding sentence, the term "Financial Institution" does not include a Financial Institution organized or incorporated in a U.S. Territory. In the case of a Cash High Value Insurance Contract or an Annuity Contract, the Account Holder is any person entitled to access the Cash High Value or change the beneficiary of the contract. If no person can access the Cash High Value or change the beneficiary, the Account Holder is any person named as the owner in the contract and any person with a vested entitlement to payment under the terms of the contract. Upon the maturity of a Cash High Value Insurance Contract or an Annuity Contract, each person entitled to receive a payment under the contract is treated as an Account Holder.

**Financial Institution (FI):** The term "Financial Institution" means a Custodial Institution, a Depository Institution, an Investment Entity, or a Specified Insurance Company.

**Investment Entity:** The term "Investment Entity" means any Entity that conducts as a business (or is managed by an entity that conducts as a business) one or more of the following activities or operations for or on behalf of a customer:

1. Trading in money market instruments (cheques, bills, certificates of deposit, derivatives, etc.); foreign exchange; exchange, interest rate and index instruments; transferable securities; or commodity futures trading;

2. Individual and collective portfolio management; or
3. Otherwise investing, administering, or managing funds or money on behalf of other persons.

This subparagraph j shall be interpreted in a manner consistent with similar language set forth in the definition of “financial institution” in the Financial Action Task Force Recommendations.

**Non-Financial Foreign Entity (NFFE):** An “NFFE” means any Non-U.S. Entity that is not an FFI as defined in relevant U.S. Treasury Regulations or is an Entity described in subparagraph B(4)(j) of this section, and also includes any Non-U.S. Entity that is established in France or another Partner Jurisdiction and that is not a Financial Institution.

**Passive NFFE:** A “Passive NFFE” means any NFFE that is not (i) an Active NFFE, or (ii) a withholding foreign partnership or withholding foreign trust pursuant to relevant U.S. Treasury Regulations.

**Active NFFE:** An “Active NFFE” means any NFFE that meets any of the following criteria:

- (a) Less than 50 percent of the NFFE’s gross income for the preceding calendar year or other appropriate reporting period is passive income and less than 50 percent of the assets held by the NFFE during the preceding calendar year or other appropriate reporting period are assets that produce or are held for the production of passive income;
- (b) The stock of the NFFE is regularly traded on an established securities market or the NFFE is a Related Entity of an Entity the stock of which is regularly traded on an established securities market;
- (c) The NFFE is organized in a U.S. Territory and all of the owners of the payee are bona fide residents of that U.S. Territory;
- (d) The NFFE is a government (other than the U.S. government), a political subdivision of such government (which, for the avoidance of doubt, includes a state, province, county, or municipality), or a public body performing a function of such government or a political subdivision thereof, a government of a U.S. Territory, an international organization, a non-U.S. central bank of issue, or an Entity wholly owned by one or more of the foregoing;
- (e) Substantially all of the activities of the NFFE consist of holding (in whole or in part) the outstanding stock of, or providing financing and services to, one or more subsidiaries that engage in trades or businesses other than the business of a Financial Institution, except that an NFFE shall not qualify for this status if the NFFE functions (or holds itself out) as an investment fund, such as a private equity fund, venture capital fund, leveraged buyout fund, or any investment vehicle whose purpose is to acquire or fund companies and then hold interests in those companies as capital assets for investment purposes;
- (f) The NFFE is not yet operating a business and has no prior operating history, but is investing capital into assets with the intent to operate a business other than that of a Financial Institution, provided that the NFFE shall not qualify for this exception after the date that is 24 months after the date of the initial organization of the NFFE;
- (g) The NFFE was not a Financial Institution in the past five years, and is in the process of liquidating its assets or is reorganizing with the intent to continue or recommence operations in a business other than that of a Financial Institution;
- (h) The NFFE primarily engages in financing and hedging transactions with, or for, Related Entities that are not Financial Institutions, and does not provide financing or hedging services to any Entity that is not a Related Entity, provided that the group of any such Related Entities is primarily engaged in a business other than that of a Financial Institution;
- (i) The NFFE is an “excepted NFFE” as described in relevant U.S. Treasury Regulations; or
- (j) The NFFE meets all of the following requirements:
  - It is established and operated in its jurisdiction of residence exclusively for religious, charitable, scientific, artistic, cultural, athletic, or educational purposes; or it is established and operated in its jurisdiction of residence and it is a professional organization, business league, chamber of commerce, labor organization, agricultural or horticultural organization, civic league or an organization operated exclusively for the promotion of social welfare;
  - It is exempt from income tax in its jurisdiction of residence;
  - It has no shareholders or members who have a proprietary or beneficial interest in its income or assets;

- The applicable laws of the NFFE's jurisdiction of residence or the NFFE's formation documents do not permit any income or assets of the NFFE to be distributed to, or applied for the benefit of, a private person or non-charitable Entity other than pursuant to the conduct of the NFFE's charitable activities, or as payment of reasonable compensation for services rendered, or as payment representing the fair market value of property which the NFFE has purchased; and
- The applicable laws of the NFFE's jurisdiction of residence or the NFFE's formation documents require that, upon the NFFE's liquidation or dissolution, all of its assets be distributed to a governmental entity or other non-profit organization, or escheat to the government of the NFFE's jurisdiction of residence or any political subdivision thereof.

**Controlling persons:** The term "Controlling Persons" means the natural persons who exercise control over an Entity. In the case of a trust, such term means the settlor, the trustees, the protector (if any), the beneficiaries or class of beneficiaries, and any other natural person exercising ultimate effective control over the trust, and in the case of a legal arrangement other than a trust, such term means persons in equivalent or similar positions. The term "Controlling Persons" shall be interpreted in a manner consistent with the Financial Action Task Force Recommendations.

## **2. Regarding DAC**

**Entity:** The term “Entity” means a legal person or a legal arrangement, such as a corporation, partnership, trust, or foundation.

**Financial account:** The term “Financial Account” means an account maintained by a Financial Institution, and includes a Depository Account, a Custodial Account and:

- (a) In the case of an Investment Entity, any equity or debt interest in the Financial Institution. Notwithstanding the foregoing, the term “Financial Account” does not include any equity or debt interest in an Entity that is an Investment Entity solely because it (i) renders investment advice to, and acts on behalf of; or (ii) manages portfolios for, and acts on behalf of, a customer for the purpose of investing, managing, or administering Financial Assets deposited in the name of the customer with a Financial Institution other than such Entity;
- (b) In the case of a Financial Institution not described in subparagraph a), any equity or debt interest in the Financial Institution, if the class of interests was established with the purpose of avoiding reporting in accordance with the Section I of the DAC; and
- (c) Any Cash High Value Insurance Contract and any Annuity Contract issued or maintained by a Financial Institution, other than a non-investment-linked, non-transferable immediate life annuity that is issued to an individual and monetises a pension or disability benefit provided under an account that is an Excluded Account. The term “Financial Account” does not include any account that is an Excluded Account.

**Account Holder:** The term “Account Holder” means the person listed or identified as the holder of a Financial Account by the Financial Institution that maintains the account. A person, other than a Financial Institution, holding a Financial Account for the benefit or account of another person as agent, custodian, nominee, signatory, investment advisor, or intermediary, is not treated as holding the account for purposes of this Directive, and such other person is treated as holding the account. In the case of a Cash High Value Insurance Contract or an Annuity Contract, the Account Holder is any person entitled to access the Cash High Value or change the beneficiary of the contract. If no person can access the Cash High Value or change the beneficiary, the Account Holder is any person named as the owner in the contract and any person with a vested entitlement to payment under the terms of the contract. Upon the maturity of a Cash High Value Insurance Contract or an Annuity Contract, each person entitled to receive a payment under the contract is treated as an Account Holder.

**Financial Institution:** The term “Financial Institution” means a Custodial Institution, a Depository Institution, an Investment Entity, or a Specified Insurance Company.

**Investment Entity:** The term “Investment Entity” means any Entity:

- (a) which primarily conducts as a business one or more of the following activities or operations for or on behalf of a customer:
  - Trading in money market instruments (cheques, bills, certificates of deposit, derivatives, etc.); foreign exchange; exchange, interest rate and index instruments; transferable securities; or commodity futures trading;
  - Individual and collective portfolio management; or
  - Otherwise investing, administering, or managing Financial Assets or money on behalf of other persons; or
- (b) the gross income of which is primarily attributable to investing, reinvesting, or trading in Financial Assets, if the Entity is managed by another Entity that is a Depository Institution, a Custodial Institution, a Specified Insurance Company, or an Investment Entity described in subparagraph A(6)(a). An Entity is treated as primarily conducting as a business one or more of the activities described in subparagraph A(6)(a), or an Entity's gross income is primarily attributable to investing, reinvesting, or trading in Financial Assets for the purposes of subparagraph A(6)(b), if the Entity's gross income attributable to the relevant activities equals or exceeds 50 % of the Entity's gross income during the shorter of: (i) the three-year period ending on 31 December of the year preceding the year in which the determination is made; or (ii) the period during which the Entity has been in existence. The term “Investment Entity” does not include an Entity that is an Active NFE because that Entity meets any of the criteria in subparagraphs D(8)(d) through (g).

This paragraph shall be interpreted in a manner consistent with similar language set forth in the definition of “financial institution” in the Financial Action Task Force Recommendations.

**Controlling persons:** The term “Controlling Persons” means the natural persons who exercise control over an Entity. In the case of a trust, that term means the settlor(s), the trustee(s), the protector(s) (if any), the beneficiary(ies) or class(es) of beneficiaries, and any other natural person(s) exercising ultimate effective control over the trust, and in the case of a legal arrangement other than a trust, such term means persons in equivalent or similar positions. The term “Controlling Persons” must be interpreted in a manner consistent with the Financial Action Task Force Recommendations.

**Non-Financial-Entity (NFE):** The term “NFE” means any Entity that is not a Financial Institution.

**Passive NFE:** The term “Passive NFE” means any: (i) NFE that is not an Active NFE; or (ii) an Investment Entity described in subparagraph A(6)(b) that is not a Participating Jurisdiction Financial Institution.

**Active NFE:** The term “Active NFE” means any NFE that meets any of the following criteria:

- (a) Less than 50 % of the NFE's gross income for the preceding calendar year or other appropriate reporting period is passive income and less than 50 % of the assets held by the NFE during the preceding calendar year or other appropriate reporting period are assets that produce or are held for the production of passive income;
- (b) The stock of the NFE is regularly traded on an established securities market or the NFE is a Related Entity of an Entity the stock of which is regularly traded on an established securities market;
- (c) The NFE is a Governmental Entity, an International Organisation, a Central Bank, or an Entity wholly owned by one or more of the foregoing;
- (d) Substantially all of the activities of the NFE consist of holding (in whole or in part) the outstanding stock of, or providing financing and services to, one or more subsidiaries that engage in trades or businesses other than the business of a Financial Institution, except that an Entity does not qualify for this status if the Entity functions (or holds itself out) as an investment fund, such as a private equity fund, venture capital fund, leveraged buyout fund, or any investment vehicle whose purpose is to acquire or fund companies and then hold interests in those companies as capital assets for investment purposes;
- (e) The NFE is not yet operating a business and has no prior operating history, but is investing capital into assets with the intent to operate a business other than that of a Financial Institution, provided that the NFE does not qualify for this exception after the date that is 24 months after the date of the initial organisation of the NFE;
- (f) The NFE was not a Financial Institution in the past five years, and is in the process of liquidating its assets or is reorganising with the intent to continue or recommence operations in a business other than that of a Financial Institution;
- (g) The NFE primarily engages in financing and hedging transactions with, or for, Related Entities that are not Financial Institutions, and does not provide financing or hedging services to any Entity that is not a Related Entity, provided that the group of any such Related Entities is primarily engaged in a business other than that of a Financial Institution; or
- (h) The NFE meets all of the following requirements:
  - It is established and operated in its Member State or other jurisdiction of residence exclusively for religious, charitable, scientific, artistic, cultural, athletic, or educational purposes; or it is established and operated in its Member State or other jurisdiction of residence and it is a professional organisation, business league, chamber of commerce, labour organisation, agricultural or horticultural organisation, civic league or an organisation operated exclusively for the promotion of social welfare;
  - It is exempt from income tax in its Member State or other jurisdiction of residence;
  - It has no shareholders or members who have a proprietary or beneficial interest in its income or assets;
  - Applicable laws of the NFE's Member State or other jurisdiction of residence or the NFE's formation documents do not permit any income or assets of the NFE to be distributed to, or applied for the benefit of, a private person or non-charitable Entity other than pursuant to the conduct of the NFE's charitable activities, or as payment of reasonable compensation

for services rendered, or as payment representing the fair market value of property which the NFE has purchased; and

- The applicable laws of the NFE's Member State or other jurisdiction of residence or the NFE's formation documents require that, upon the NFE's liquidation or dissolution, all of its assets be distributed to a Governmental Entity or other non-profit organisation, or escheat to the government of the NFE's Member State or other jurisdiction of residence or any political subdivision thereof.

**Change in circumstances:** A “change in circumstances” includes any change that results in the addition of information relevant to a person's status or otherwise conflicts with such person's status. In addition, a change in circumstances includes any change or addition of information to the Account Holder's account (including the addition, substitution, or other change of an Account Holder) or any change or addition of information to any account associated with such account if such change or addition of information affects the status of the Account Holder

**Annexe B – Formulaire CRS / FATCA Personne Physique (versions françaises et anglaise)**

## Formulaire d'auto-certification CRS / FATCA

(personne physique)

Nom de la Fiducie : **Fiducie Cybergun 3** (la « **Fiducie** »)

Nom du Fiduciaire de la Fiducie : **Equitis Gestion** (le « **Fiduciaire** »)

Nom et Prénom(s) du Constituant et / ou Bénéficiaire de la Fiducie :

\_\_\_\_\_ (le « **Constituant et / ou Bénéficiaire** »)

### Instructions pour compléter ce document

L'échange automatique de renseignements bancaires et financiers<sup>5</sup> impose aux institutions financières, dont le Fiduciaire, une transmission systématique de données relatives à leurs clients. Ces données, qui concernent notamment, les soldes de comptes, les revenus financiers et la résidence fiscale des clients, sont réunies par les institutions financières pourraient être transmises à leur administration fiscale de tutelle (en l'espèce, l'administration française), laquelle les retransmet le cas échéant à son tour à l'administration fiscale de chaque Etat dans lequel la personne physique est résidente à des fins fiscales.

Nous vous remercions donc de bien vouloir compléter l'auto-certification de résidence fiscale ci-dessous et de fournir toutes les informations complémentaires demandées.

Cette auto-certification de résidence fiscale doit être remplie par le Constituant et / ou Bénéficiaire de la Fiducie en tant que Titulaire personne physique du Compte Financier.

<b>Section 1</b> - Identification du Constituant et / ou Bénéficiaire (titulaire du compte financier)	Champs obligatoires
<b>Section 2</b> - Pays de résidence fiscale du Constituant et / ou Bénéficiaire (titulaire du compte financier)	Champs obligatoires
<b>Section 3</b> – Déclaration et Signature	Champs obligatoires

Nous vous remercions de bien vouloir noter que Vous ne devez pas utiliser ce formulaire si le Constituant et / ou Bénéficiaire est une **Entité (personne morale ou assimilée)**. Dans ce cas, veuillez utiliser et compléter le formulaire d'auto-certification pour les Entités (personnes morales ou assimilées).

<sup>5</sup> Ces obligations résultent de (i) la loi n° 2014-1098 du 29 septembre 2014 ratifiant l'Accord Intergouvernemental entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (« **FATCA** »), (ii) la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (« **DAC** »), et (iii) l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatif aux comptes financiers signé par la France le 29 octobre 2014 (« Common Reporting Standard » ou « **CRS** »).



**Section 1 - Identification du Constituant et / ou Bénéficiaire (titulaire du compte financier)**

<b>A. Nom</b>	
<b>B. Prénom</b>	
<b>C. Adresse de résidence</b>	
<i>Numéro et nom de la rue</i>	
<i>Code postal et ville</i>	
<i>Pays</i>	
<b>D. Nationalité / citoyenneté / résidence US ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>E. Date de naissance (jj/mm/aaaa)</b>	
<b>F. Pays de naissance</b>	
<b>D. Représentant légal (si applicable)</b>	
<i>Nom</i>	
<i>Prénom</i>	
<i>Date de naissance (jj/mm/aaaa)</i>	

**Section 2 - Pays de résidence fiscale du Constituant et / ou Bénéficiaire déclarant**

Veillez indiquer ci-dessous, le ou les pays de résidence fiscale du Constituant et / ou Bénéficiaire, en toutes lettres ainsi que le(s) Numéro(s) d'Identification Fiscale (NIF).

Pays de résidence fiscale (y compris US)	Numéro d'Identification Fiscale (NIF) <i>Pour les résidents fiscaux en France, il s'agit du n° SPI (disponible sur les avis d'imposition)</i>	En l'absence de NIF, veuillez indiquer le motif <i>(e.g. le pays n'émet pas de NIF ou la raison pour laquelle la personne physique n'en dispose pas)</i>
<b>1.</b>		
<b>2.</b>		
<b>3.</b>		

Si vous êtes **résident fiscal US**, outre la présente auto-certification **veuillez fournir un formulaire W9**.

### **Section 3 – Déclaration et Signature**

Nous reconnaissons que les informations concernant notre (nos) compte(s) financier(s) et celles contenues dans ce formulaire peuvent être transmises ou échangées avec les autorités fiscales compétentes.

Nous déclarons que toutes les affirmations faites dans ce formulaire sont exactes et complètes.

Nous prenons l'engagement de vous informer dans les 30 jours de tout changement de circonstances et de vous fournir une nouvelle auto-certification mise à jour si un ou plusieurs des élément(s) de la présente auto-certification deviendrait(en)t incorrect(s). Nous attestons que nous sommes titulaires du ou des compte(s) financier(s) ou sommes autorisés à signer pour le titulaire du compte financier pour lesquels ce formulaire est complété.

Signature:

Nom et prénom(s)	
Date	
Signature	

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à respecter les obligations relatives à l'échange automatique d'informations. Les destinataires des données sont les autorités fiscales compétentes. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à l'institution financière. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. En revanche, l'institution financière est tenue d'accomplir les obligations fiscales déclaratives mentionnées ci-dessus à l'égard de son administration fiscale.

## CRS / FATCA self-certification form

### (Individuals)

Name of the "Fiducie": **Fiducie Cybergun 3** (« **Fiducie** »)

Name of the "Fiducie" 's "fiduciaire": **Equitis Gestion** (« **Fiduciaire** »)

"Constituant" and "Bénéficiaire" 's name / legal name:

\_\_\_\_\_ (« **Constituant et / ou Bénéficiaire** »)

### Instructions for the completion of this form

The automatic exchange of banking and financial data<sup>6</sup> imposes upon financial institutions, including the "Fiduciaire", a systematic transmission of data related to their clients. This data, which notably concerns account balances, financial revenue and clients' permanent address for tax purposes, are collected by financial institutions and could be transmitted to their tax administration (in this case, the French administration), which may then re-transmit this data, if relevant, to each state's tax administration where the entity has an address for tax purposes.

We ask that you please fill in this tax-related auto-certification form, and provide all the complementary information requested hereunder.

This auto-certification form is to be filled in by the "Constituant" and/or by the "Bénéficiaire" of the "Fiducie" as the entity-account holder

<b>Section 1</b> - Identification of the "Constituant" and / or of the "Bénéficiaire" (entity-account holder)	Mandatory field
<b>Section 2</b> - Country/ jurisdiction of residence for tax purposes of the Constituant and / or Bénéficiaire (entity-account holder)	Mandatory field
<b>Section 3</b> – Declaration and signature	Mandatory field

Please note that you are not to fill in this form if the Constituant and/ or Bénéficiaire is an **Entity**. If it were the case, please fill in the self-certification form for entities.

<sup>6</sup> Those obligations derive from (i) the Act n° 2014-1098 dated September 29, 2014, ratifying the intergovernmental agreement between France and the United-States of America in order to improve the respect of the tax obligations at the international level and to implement the law relating to the respect of the tax obligations for foreign accounts ("**FATCA**"), (ii) the council directive 2014/107/UE of December 9, 2014, modifying the directive 2011/16/UE relating to the AEI for tax purposes ("**DAC**"), and (iii) the multilateral agreement between competent authorities for the AEI relating to financial accounts signed by France in the 29th of October in 2014 ("Common Reporting Standard" or "**CRS**").

**Section 1 - Identification of the Constituant and / or Bénéficiaire (Account Holder)**

<b>A. Surname</b>	
<b>B. First name(s)</b>	
<b>C. Current Residence Adresse</b>	
<i>Number and street name</i>	
<i>Postal code and city</i>	
<i>Country</i>	
<b>D. US Nationality / US Citizenship?</b>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
<b>E. Date of birth (dd/mm/yyyy)</b>	
<b>F. Country of birth</b>	
<b>G. Legal representative (if applicable)</b>	Name
	Surname
	Date of birth (dd/mm/yyyy)

**Section 2 – Country/jurisdiction of Residence of the reporting “Constituant” or “Bénéficiaire”**

Please state below, each country/jurisdiction where the account holder is a resident for tax purposes, written in full letters, and the Taxpayer Identification Number(s) (TIN).

<b>Country/ Jurisdiction of residence for tax purposes (including US)</b>	<b>Taxpayer Identification Number (TIN)</b> For French tax residents, SIREN number (computer ID registration no. for a company)	<b>If the TIN is unavailable, please provide the reason</b> (e.g. country/jurisdiction does not issue TINs or the reason why the entity has not a TIN)
<b>1.</b>		
<b>2.</b>		
<b>3.</b>		

If you have a permanent residence in the **US**, please provide along with this form a **W9 form**.

### **Section 3 – Declaration and signature**

We acknowledge that the information regarding our Financial account(s) and information contained in this form may be reported or exchanged with the relevant tax authorities.

We certify that all statements made in this declaration are, to the best of my knowledge, correct and complete.

We undertake to advise you within 30 days of any change in circumstances and to provide you an updated self-certification of such change in circumstances.

We certify that we are the Account Holders or are authorized to sign for the Account Holder of all the account(s) to which this form relates.

#### **Signature:**

Name and First name(s)	
Date	
Signature	

The information which are indicated in this form, is subject to an IT processing in order to respect the AEI obligations. The recipients of the Data are the relevant tax authorities. Under the Act « Informatique et Libertés» dated January 6th, 1978, amended in 2004, you are entitled to access and to rectify your information, with a request to the financial institution. If you have legitimate reasons, you can also oppose this IT processing. However, the financial institution has to accomplish the tax return obligations as set out above.

## **Appendix – Definitions**

The definitions indicated below are relevant for FATCA and DAC (for CRS, please refer to the October 29th, 2014 agreement).

### **1. FATCA**

**Financial account:** The term “Financial Account” means an account maintained by a Financial Institution, and includes:

1. In the case of an Entity that is a Financial Institution solely because it is an Investment Entity, any equity or debt interest (other than interests that are regularly traded on an established securities market) in the Financial Institution;
2. In the case of a Financial Institution not described in subparagraph 1, any equity or debt interest in the Financial Institution (other than interests that are regularly traded on an established securities market), if (i) the value of the debt or equity interest is determined, directly or indirectly, primarily by reference to assets that give rise to U.S. Source Withholdable Payments, and (ii) the class of interests was established with a purpose of avoiding reporting in accordance with this Agreement; and
3. Any Cash Value Insurance Contract and any Annuity Contract issued or maintained by a Financial Institution, other than a noninvestment-linked, nontransferable immediate life annuity that is issued to an individual and monetizes a pension or disability benefit provided under an account, product, or arrangement identified as excluded from the definition of Financial Account in Annex II.

Notwithstanding the foregoing, the term “Financial Account” does not include any account, product, or arrangement identified as excluded from the definition of Financial Account in Annex II. For purposes of this Agreement, interests are “regularly traded” if there is a meaningful volume of trading with respect to the interests on an ongoing basis, and an “established securities market” means an exchange that is officially recognized and supervised by a governmental authority in which the market is located and that has a meaningful annual value of shares traded on the exchange. For purposes of this subparagraph 1(s), an interest in a Financial Institution is not “regularly traded” and shall be treated as a Financial Account if the holder of the interest (other than a Financial Institution acting as an intermediary) is registered on the books of such Financial Institution. The preceding sentence will not apply to interests first registered on the books of such Financial Institution prior to July 1, 2014, and with respect to interests first registered on the books of such Financial Institution on or after July 1, 2014, a Financial Institution is not required to apply the preceding sentence prior to January 1, 2016.

**Account Holder:** The term “Account Holder” means the person listed or identified as the holder of a Financial Account by the Financial Institution that maintains the account. A person, other than a Financial Institution, holding a Financial Account for the benefit or account of another person as agent, custodian, nominee, signatory, investment advisor, or intermediary, is not treated as holding the account for purposes of this Agreement, and such other person is treated as holding the account. For purposes of the immediately preceding sentence, the term “Financial Institution” does not include a Financial Institution organized or incorporated in a U.S. Territory. In the case of a Cash Value Insurance Contract or an Annuity Contract, the Account Holder is any person entitled to access the Cash Value or change the beneficiary of the contract. If no person can access the Cash Value or change the beneficiary, the Account Holder is any person named as the owner in the contract and any person with a vested entitlement to payment under the terms of the contract. Upon the maturity of a Cash Value Insurance Contract or an Annuity Contract, each person entitled to receive a payment under the contract is treated as an Account Holder.

## **2. DAC**

**Financial account:** The term “Financial Account” means an account maintained by a Financial Institution, and includes a Depository Account, a Custodial Account and :

1. In the case of an Investment Entity, any equity or debt interest in the Financial Institution. Notwithstanding the foregoing, the term “Financial Account” does not include any equity or debt interest in an Entity that is an Investment Entity solely because it (i) renders investment advice to, and acts on behalf of; or (ii) manages portfolios for, and acts on behalf of, a customer for the purpose of investing, managing, or administering Financial Assets deposited in the name of the customer with a Financial Institution other than such Entity;
2. In the case of a Financial Institution not described in subparagraph a), any equity or debt interest in the Financial Institution, if the class of interests was established with the purpose of avoiding reporting in accordance with the Section I of the DAC; and
3. Any Cash Value Insurance Contract and any Annuity Contract issued or maintained by a Financial Institution, other than a non-investment-linked, non-transferable immediate life annuity that is issued to an individual and monetises a pension or disability benefit provided under an account that is an Excluded Account. The term “Financial Account” does not include any account that is an Excluded Account.

**Account Holder:** The term “Account Holder” means the person listed or identified as the holder of a Financial Account by the Financial Institution that maintains the account. A person, other than a Financial Institution, holding a Financial Account for the benefit or account of another person as agent, custodian, nominee, signatory, investment advisor, or intermediary, is not treated as holding the account for purposes of this Directive, and such other person is treated as holding the account. In the case of a Cash Value Insurance Contract or an Annuity Contract, the Account Holder is any person entitled to access the Cash Value or change the beneficiary of the contract. If no person can access the Cash Value or change the beneficiary, the Account Holder is any person named as the owner in the contract and any person with a vested entitlement to payment under the terms of the contract. Upon the maturity of a Cash Value Insurance Contract or an Annuity Contract, each person entitled to receive a payment under the contract is treated as an Account Holder.

**Change in circumstances:** A “change in circumstances” includes any change that results in the addition of information relevant to a person's status or otherwise conflicts with such person's status. In addition, a change in circumstances includes any change or addition of information to the Account Holder's account (including the addition, substitution, or other change of an Account Holder) or any change or addition of information to any account associated with such account if such change or addition of information affects the status of the Account Holder.